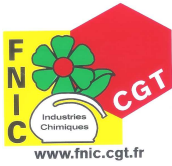


La Coordination des syndicats Cgt KEM ONE et ARKEMA communiquent



Montreuil, le 20 février 2013

Communiq   de presse

CONFÉRENCE DE PRESSE    ARKEMA/PIERRE-BÉNITE (69)

LE VENDREDI 1  R MARS 2013    12 H 30.

KEM ONE : détournement de fond et siphonage ?

Les représentants CGT des salariés des sociétés KEM ONE et ARKEMA dénoncent la politique industrielle menée par ARKEMA et la cession de ses activités vinyliques    Gary KELSCH.

Les représentants CGT des salariés des sociétés KEM ONE et ARKEMA dénoncent la politique industrielle menée par ARKEMA et la cession de ses activités vinyliques    Gary KELSCH.

En effet, la stratégie industrielle d'ARKEMA est condamnable avec le retrait de son projet de développement du PVDF pour l'usine de Pierre-Bénite au prétexte que les salariés en grève n'en voulaient pas. Cela n'a jamais été le cas, c'est un mensonge. Les salariés ne se sont jamais opposés à cet investissement mais ils dénoncent, depuis le début, le chantage de réorganisation, fait par ARKEMA, qui accompagne le projet avec la menace qui pèse sur les emplois et les conditions de travail.

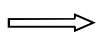
Depuis le 2 juillet 2012, ARKEMA, qui a c  d   son pôle vinylique au repreneur Gary KLESCH, continue de perfuser financ  ri  ment cette opération en faisant deuil de factures d'un montant de 52 millions d'euros. Ces cadeaux faits à KEM ONE ont pour but d'éloigner ARKEMA de toute responsabilité vis-à-vis de ses anciens salariés si une défaillance de KEM ONE survenait.

La Cgt affirme qu'ARKEMA avait connaissance de la réputation du financier Gary KLESCH et de ses   tats de service dans le monde de l'industrie. Cette opération n'a jamais été autre chose qu'un largage en règle auprès d'un repreneur sans scrupule qui n'a jamais gardé une société au-delà de 4 ans, repreneur qui a pour seul but de se payer sur la bête.

La Cgt considère qu'ARKEMA porte la responsabilité de la très mauvaise situation financière et économique de KEM ONE.

Les résultats envisagés dans le business plan produit aux élus du Comité Central d'Entreprise par ARKEMA au moment de la cession sont en net décalage avec la réalisation de celui-ci aujourd'hui.

Pourtant ARKEMA a c  d   son p  le avec une tr  sorierie de 99,5M   pour le fonctionnement de KEM ONE. Un versement de 88 millions d'euros a été fait sur un compte bancaire londonien de la Société KEM ONE TRESORERIE.



1

Conférence de presse avec la coordination CGT KEM ONE et ARKEMA LE VENDREDI 1^{ER} MARS 2013 À 12 H 30 SUR LE SITE D'ARKEMA/PIERRE-BÉNITE (69)

Communiqué de presse

Cette Société KEM ONE TRESORERIE ne figurait pas dans la procédure de cession. Nous la découvrons aujourd'hui. Pire KEM ONE TRESORERIE ne détient aucun actif industriel au Royaume-Uni et son siège social est hébergé à la même adresse qu'ARKEMA à Colombes (92). Cette société vide de tout salarié a été constituée au seul profit de l'actionnaire unique Gary KLESCH.

Les élus Cgt considèrent que l'information faite aux Instances Représentatives du Personnel pendant la procédure a été de nature déloyale.

En effet, Gary KLESCH aurait dû apporter des garanties bancaires à hauteur de 100 M€. Le gouvernement précédent, en la personne du Ministre de l'Industrie, Eric BESSON, avait vanté les qualités d'investisseur et d'entrepreneur de Gary KLESCH.

Les élus Cgt de la Société KEM ONE issue de la cession du pôle vinylique d'ARKEMA au repreneur Gary KLESCH, dénoncent un détournement de fond depuis la cession.

Le Secrétaire Général de KEM ONE a affirmé devant les représentants du personnel qu'un versement de 30 millions a été fait sur des comptes de HOLDING hébergés dans des paradis fiscaux à MALTE et JERSEY détenus par Gary KLESCH.

Les élus Cgt rappellent à ARKEMA sa responsabilité vis-à-vis de cette cession, qu'elle a présentée comme une chance pour l'ensemble du personnel et un nouveau départ pour l'activité industrielle chlorochimique en France.

La Cgt n'oublie pas la responsabilité du Groupe TOTAL qui, depuis la naissance d'ARKEMA, issue de la scission de sa chimie et de ses activités pétrochimiques, **pénalise lourdement la filière vinylique avec un accès à l'éthylène** qui ne correspond pas au principe de la libre concurrence.

La Cgt affirme que la filière vinylique doit être intégrée.

Il faut sécuriser l'approvisionnement éthylène de la société KEM ONE. Une défaillance de cette dernière aurait des conséquences dramatiques pour l'emploi avec un effet domino dans toute l'industrie pétrolière et chimique en France, sans oublier les entreprises sous-traitantes. **Les enjeux pour l'emploi sont énormes avec plus de 10000 emplois menacés.**

La Cgt demande la nationalisation provisoire de KEM ONE le temps de retrouver un repreneur industriel crédible et digne de ce nom. La Cgt demande, aussi, à ARKEMA et TOTAL de prendre leurs responsabilités d'industriels et d'entrer dans le capital de KEM ONE pour pérenniser l'activité pétrochimique et vinylique française. Les élus Cgt de KEM ONE et d'ARKEMA utiliseront tous les moyens à leur disposition pour que chacun assume ses responsabilités.

Contact presse :

⇒ Didier CHAIX (DSC CGT/KEM ONE) :	06 15 07 37 38
⇒ Philippe LEMARCHAND (Coordinateur CGT/KEM ONE) :	06 86 82 56 97
⇒ Christian LAMOTTE (DSC CGT/ARKEMA) :	06 24 58 19 96.
⇒ Roland VINIT (Coordinateur ARKEMA) :	06 80 62 86 72

